

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

26<sup>ème</sup> année - N°5091 - Mardi 31 Mars 2026 - Prix : 200 Fc

GRÈVE AU CHN EL-MAAROUF :

## Le “service minimum” ne tient qu’à un fil



### ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :  
541m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :  
1.500m<sup>2</sup> - 60€/m<sup>2</sup>

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.  
-> 1.200m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup> / -> 2.492m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :  
4.000m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Contact whatsapp : +269 333 21 02

**11 Chawwal 1447**  
Prières aux heures officielles  
Du 26 au 31 Mars 2026

**Lever du soleil:**

**06h 11mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 15mn**

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 16mn

Ansr : 15h 30mn

Maghrib: 18h 18mn

Incha: 19h 32mn



## RIPOSTE CONTRE LA MPOX :

## Le pays réceptionne 10.000 doses du vaccin MVA-BN

Les autorités sanitaires ont réceptionné, dimanche 29 mars dernier un premier lot de 10 000 doses du vaccin MVA-BN destiné à lutter contre le mpox. Ces doses permettront de vacciner 5 304 personnes. Cette première phase cible en priorité les équipes de première ligne, notamment le personnel de santé, les techniciens de laboratoire, les équipes d'intervention rapide, les agents communautaires chargés de la recherche active des cas et groupes vulnérables vivant dans les zones affectées.

Essentiel pour contenir la circulation du mpox sur le territoire national, la livraison a été officiellement accueillie sur le tarmac de l'aéroport international Moroni Prince Saïd Ibrahim, en présence du ministre de la santé, Ahamadi Sidi Nahouda, de la représentante de l'OMS, Dr Triphonie Nkurunziza, et du représentant de l'UNICEF, Mustapha Ben Messaoud. Cette dotation marque une avancée décisive, près de deux mois après la confirmation des premiers cas dans le pays. Sur place, le ministre de la santé a salué l'arrivée de ces doses, rappelant l'orientation donnée par le Chef de l'État, Azali Assoumani, « d'activer sans délai le processus d'acquisition des vaccins afin de briser rapidement la chaîne

de transmission de la mpox. Nous avons fait le nécessaire et obtenu un volume de doses suffisant », a déclaré Ahamadi Sidi Nahouda. Ce lot permettra d'engager une phase de vaccination opérationnelle dans les zones identifiées comme prioritaires.

Selon les premières estimations, les 10 000 doses permettront déjà de protéger près de 5 304 personnes. La couverture concernera en priorité les contacts des cas confirmés ou suspects, les équipes de première ligne, notamment le personnel de santé, les techniciens de laboratoire, les équipes d'intervention rapide et les agents communautaires chargés de la recherche active de cas. Les groupes vulnérables des zones affectées figurent parmi les populations ciblées. La représentante de l'OMS a souligné l'importance de cette étape. « C'est une excellente nouvelle pour la population. Je félicite les autorités comoriennes pour leur réactivité, d'autant que la demande mondiale en vaccins reste très élevée. L'OMS se réjouit de ce résultat, fruit d'une collaboration efficace entre le gouvernement, Africa CDC, l'UNICEF et l'OMS. » Elle a rappelé que dans le contexte actuel, la vaccination par MVA-BN est recommandée pour les personnes les plus exposées.

Notons que ces vaccins ont été



Reception du vaccin MVA-BN

mobilisés à travers le mécanisme d'acquisition de l'Africa CDC (AAM), un dispositif continental visant à sécuriser un accès rapide et coordonné aux vaccins indispensables lors des urgences sanitaires. Leur acheminement a été assuré par la centrale d'approvisionnement de l'UNICEF (UNICEF Supply). Le

vaccin MVA-BN a préalablement reçu l'avis favorable du Groupe national consultatif technique de la vaccination (GCTV), ainsi que l'autorisation de l'Agence Nationale des Médicaments et des Évacuations Sanitaires. Avec 35 cas confirmés à ce jour, les autorités sanitaires rappellent que cette dotation

constitue une composante majeure de la stratégie nationale, combinant vaccination ciblée, surveillance renforcée, communication sur les risques et prévention des infections.

Hamdi Abdillahi Rahilie

## LUTTE CONTRE L'ENDOMÉTRIOSE :

## Dr Marie Anne Nadhiffou : "pour qu'aucune femme comorienne n'ait à souffrir dans le silence"

Le samedi 28 mars, journée mondiale de lutte contre l'endométriose, les tabous qui entourent les douleurs pelviennes s'estompent progressivement, signe d'une prise de conscience collective. Derrière ce combat pour la reconnaissance d'une maladie souvent invisible, se cache une détermination : celle de l'association "Ebony Magic Girl". À la tête de son antenne aux Comores, le Dr Marie Anne Nadhiffou, médecin généraliste au CHRI de Sambakouni, porte la voix des femmes dont le corps crie une souffrance que notre société commande souvent de taire.

L'endométriose est une pathologie gynécologique chronique, souvent invalidante, qui se définit par le développement de tissu semblable à l'endomètre en dehors de l'utérus. Lors des cycles menstruels, ce tissu colonise les organes voisins (ovaires, vessie, intestins), provoquant des lésions, des kystes et une inflammation sévère. Elle se manifeste principalement par des douleurs pelviennes atroces, des règles particulièrement

douloureuses et, dans de nombreux cas, une infertilité. Chaque année depuis son implantation sur le territoire national et à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre la maladie, des campagnes de sensibilisation pour informer la population sur cette pathologie, trop souvent confondue avec de simples douleurs menstruelles, sont organisées par l'association Ebony Magic Girl. Fidèle partenaire, l'Alliance Française accompagne habituellement cette initiative en accueillant régulièrement des journées portes

ouvertes.

Pourtant, le défi est colossal dans un archipel où le corps de la femme est un sanctuaire de tabous. En l'occurrence, chez nous, la douleur est érigée en vertu. « Dans nos coutumes, la "vraie" femme est celle qui sait se taire, que ce soit devant la brûlure des fourneaux ou les affres de l'accouchement », analyse la présidente de l'association. Les douleurs de règles sont banalisées, transmises de mère en fille comme un héritage inéluctable. « C'est normal, ta mère a souffert, tu souffriras

aussi », s'entend-on dire. Et si l'enfant ne vient pas après le mariage, la stigmatisation sociale prend le relais des crampes physiques, accusant injustement la femme d'un passé de débauche. Sur le plan médical, le constat est tout aussi aride, car à l'échelle nationale, les données n'existent pas concrètement. Le pays ne prenant pas encore la pleine mesure de ce fléau. Et sans statistiques officielles, Ebony Magic Girl tente, avec des moyens dérisoires, de mener des enquêtes en milieu scolaire.

De plus, le parcours de soin reste un labyrinthe. Si l'association oriente les patientes vers des spécialistes engagés comme la gynécologue-obstétricienne Dr Rahia Madi à la Grande Comore, le Dr Said Ali Abdelkader à Anjouan et le Dr Nouridine Allaoui à Mohéli, l'accès au diagnostic reste un luxe. L'IRM et la coelioscopie demeurent inaccessibles pour les bourses les plus modestes. « Le temps est précieux dans cette maladie, et sans moyens, nous perdons ce temps », déplore le Dr Marie Anne Nadhiffou. Pour cette année, faute de budget, le com-

bat se déplacera sur les réseaux sociaux. Un plaidoyer numérique pour sensibiliser les communautés et exiger que l'État reconnaisse enfin l'endométriose comme une maladie chronique en l'intégrant dans les statistiques nationales de santé.

L'enjeu n'est pas seulement médical, il est psychologique et social, la présidente de l'association explique qu'il serait judicieux que les femmes atteintes puissent bénéficier d'un accompagnement psychologique également. À la jeune fille qui aujourd'hui se tord de douleur dans son lit, en pensant qu'elle est seule, le Dr Marie Anne Nadhiffou adresse un message de sororité : « Rejoins-nous, tu n'es plus seule dans ce combat. Ensemble, on s'entraide pour mieux accompagner les autres ». Car au-delà des traitements, c'est une révolution des mentalités que les membres d'Ebony Magic Girl appelle de leurs vœux, « pour que plus aucune femme comorienne n'ait à souffrir dans le silence ».

Hamdi Abdillahi Rahilie



## GRÈVE AU CHN EL-MAAROUF :

## Le "service minimum" ne tient qu'à un fil

*Depuis le début du mouvement de grève du personnel soignant contractuel, l'hôpital de référence semble retenir son souffle. Entre des services de soin au bord de l'asphyxie, un personnel fonctionnaire épuisé et des renforts étudiants encore trop fragiles comme appui, l'établissement vit des heures difficiles.*

En franchissant le hall du bâtiment principal, autrefois bondé de monde le matin, le constat est immédiat : l'effervescence a laissé place à une paralysie feutrée. Dans les différents services de soins, le "service minimum" n'est plus qu'un concept théorique, car sur terrain, c'est une lutte contre l'épuisement. Les quelques rares

fonctionnaires encore en poste tentent de colmater les brèches. Épuisés, ils multiplient les gardes et assument des charges de travail normalement réparties sur des équipes entières auparavant, luttant chaque minute pour maintenir la continuité des soins. « Nous essayons de relever le défi, mais sans nos collègues contractuels, nous sommes comme amputés », confie une infirmière des Urgences, le regard marqué par les cernes.

Un des majors de l'hôpital, ne cache pas son désarroi. Submergé, il a dû improviser des transferts de stagiaires d'un pôle à l'autre pour assurer et maintenir les activités techniques de base. Désespéré, il a même avoué avoir tenté de raisonner certains grévistes par téléphone,

les suppliant de reprendre le travail. Pour pallier ce manque, l'administration a lancé un recrutement massif d'étudiants ressortissants de l'École de Médecine et de Santé Publique (EMSP). Si beaucoup de contrats sont signés, la réalité opérationnelle est tout autre. Ce renfort, bien que volontaire, manque cruellement d'expérience et de disponibilité faute d'alternance pour stabiliser un édifice qui vacille.

Au pôle chirurgical, la situation frôle l'inhumain selon une source interne. La semaine dernière, en plein jeûne, un chirurgien et son équipe réduite ont dû enchaîner des interventions d'urgence de 15h à 23h sans la moindre interruption. À bout de forces, ils ont dû solliciter l'aide en urgence d'un confrère du

secteur privé pour terminer le programme opératoire. De la maternité à la néonatalogie, en passant par les urgences, le manque de personnel paramédical est criant. Beaucoup de services fonctionnent en mode dégradé, portée par des soignants qui ne tiennent plus que par devoir moral.

Dans les chambres d'hospitalisation, l'inquiétude grandit. Mme Mkapvapvo (nom d'emprunt), dont la fille est hospitalisée en pédiatrie depuis trois jours, témoigne : « Les visites des soignants sont de plus en plus espacées. On sent qu'ils courent partout, qu'ils sont à bout. L'état de mon enfant se stabilise au mieux, mais je crains qu'une urgence ne survienne, on sait jamais. » Même constat au centre d'imagerie,

avec peu de médecins en poste et une partie du personnel en retrait, la continuité des soins est compromise.

Les salles d'attente, habituellement bondées, sont étrangement désertes. Les citoyens, conscients de la situation, semblent déserter l'hôpital de référence, ne s'y rendant qu'en cas d'extrême nécessité. Aujourd'hui, El-Maarouf survit grâce aux « moyens du bord ». Médecins et infirmiers partagent le même souhait : que ce calvaire prenne fin, que les contractuels retrouvent leurs postes et que l'hôpital puisse, enfin, soigner dignement ses patients.

Hamdi Abdillahi Rahilie

## GRÈVE À EL MAAROUF :

## La société civile menace d'appeler à une mobilisation nationale

*La grève à El-Maarouf suscite l'inquiétude de la société civile. Réunies le jeudi 26 mars dernier à Volo-volo, sous l'impulsion de la commission préparatoire du Conseil national de la jeunesse comorienne (CNJC), sept organisations ont signé un communiqué commun. Elles dénoncent la dégradation des soins, l'abandon des patients et l'absence de solutions concrètes après plusieurs semaines de crise.*

À El Maarouf, la situation est devenue le symbole d'un abandon généralisé. Trois

semaines de grève ont suffi pour transformer l'hôpital en un lieu déserté, les patients errent sans prise en charge effective et des familles épuisées encaissent en silence. C'est ce qui a poussé la société civile à hausser le ton. Pour Sultan Abdourahim, chef de la commission préparatoire du CNJC, la situation à El Maarouf ne relève pas d'un simple incident de parcours. Si l'hôpital de référence reste paralysé, c'est tout le pays qui s'en trouve affecté. Il insiste sur la responsabilité de la jeunesse. « Cette fois, on refuse d'être spectatrice. Nous, les jeunes, on a le devoir de mobiliser

nos structures pour remplir notre mission : être force de proposition et porte voix citoyenne.»

Il détaille les démarches déjà engagées : « Nous avons déjà échangé avec les grévistes samedi dernier, et nous allons poursuivre avec le ministre et la présidence et, si nécessaire, les agences des Nations-unies. » L'objectif, dit-il, est de proposer des issues qui ne sacrifient personne avant de rappeler que la première responsabilité du CNJC est la médiation, mais surtout la défense du droit à la santé des citoyens « Nous espérons que le dialogue prendra de la hauteur et

primera au delà des clivages et de l'orgueil. » conclu-t-il. Même si les OSC reconnaissent la complexité des revendications, elles refusent que cette complexité serve d'alibi à l'immobilisme. Moudjib Said Mohamed, président de Ngo'shawo, promet sans détour : « Nous ne cherchons pas la confrontation. Mais si la situation reste bloquée, nous prendrons nos responsabilités jusqu'à une manifestation pacifique. »

Pour Nassur Ali Hamadi, président de la JCI Comores, l'urgence impose de recentrer le débat sur l'essentiel, la protection des

patients, la continuité des soins et la responsabilité collective face à une crise qui dépasse largement les murs de l'hôpital. « Je plaide pour des solutions le plus vite possible dans l'intérêt de la population ». Le collectif appelle au dialogue, certes, mais porte aussi un avertissement. Pour les signataires, si aucune avancée n'est constatée d'ici la fin du mois de mars, les OSC promettent de passer à une mobilisation citoyenne massive.

Aticki Ahmed Ismael

## DIPLOMATIE :

## Azali Assoumani en mini tournée africaine

*Le chef de l'Etat, Azali Assoumani se trouve sur le continent depuis presque une semaine. Parti à Malabo en Guinée Équatoriale pour une visite d'Etat de trois jours, le locataire de Beit Salam avait profité de son séjour dans capitale équato-guinéenne pour prendre part au 11e sommet de l'OEACP. Après Malabo, il s'est rendu avec sa suite dans la capitale centrafricaine à l'invitation du président Touadera, qui a été investi hier lundi pour un troisième mandat.*

Comme un symbole, ce 11e sommet de l'Organisation des États de l'Afrique des Caraïbes et du Pacifique marque le cinquantenaire de la création de cette organisation, selon Beit Salam. « Ce sommet, qui marque les 50 ans de l'Organisation, est aussi l'occasion pour les États membres de se projeter, avec une attente forte : passer des engagements aux résultats concrets. Les

travaux se poursuivent jusqu'à prise de parole, le chef de l'Etat aujourd'hui 29 mars ». Lors de sa



Azali au sommet de l'OEACP

comorien, aurait appelé à revoir le model de l'aide au développement, en insistant sur plusieurs priorités, comme « la résilience et la transition verte, la souveraineté numérique, la valorisation des ressources et l'industrialisation, ainsi que la réforme du financement du développement ».

En matière de financement le président Azali devait plaider pour « un accès plus juste et plus adapté aux réalités des pays en développement, appelant à faire évoluer les mécanismes internationaux, notamment à travers des outils comme l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle ». L'IVM comme il est défini, est un outil utilisé par les institutions financière mondiale pour mesurer la vulnérabilité d'un pays en tenant compte de plusieurs facteurs. Aux Comores, l'indice peut être mesuré par rapport aux fortes expositions par rapport au risque climatique, à une forte dépendance à l'aide extérieure, mais aussi à l'insularité.

Après Malabo, où il avait eu un

entretien bilatéral avec son homologue Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Azali Assoumani s'est ensuite envolé pour Bangui, pour répondre à une invitation du président centrafricain, Félix Archange Touadera. Dans la capitale centrafricaine, le chef de l'Etat comorien était l'invité d'honneur à l'occasion de la cérémonie d'investiture pour le troisième mandat de son homologue centrafricain. Beit Salam considère cette visite comme une façon de renforcer les liens d'amitié entre les deux pays. Lors de ce périple en Afrique centrale, on a noté la présence remarquable du député du Gwengwe, Me Ibrahim Ali Mzimba, l'un des rares députés de l'opposition à l'Assemblée de l'Union. Désigné au début de cette onzième législature comme président de la commission des affaires étrangères et il représente le parlement dans les rencontres interparlementaires dans le monde.

Imtiyaz

## MWALI TOURNE LA PAGE DES DÉPÔTS SAUVAGES

## Un premier site de décharge enfin disponible

*C'est une avancée majeure pour l'île de Mwali. Pour la première fois de son histoire, un site de décharge officiel voit le jour, grâce à la générosité du préfet de Djando. Un geste salué par les autorités. Entre enjeux environnementaux, santé publique et développement touristique, ce projet marque un tournant décisif dans la gestion des déchets.*



L'île de Mwali franchit une étape historique dans la gestion de ses déchets. Longtemps confrontée à l'absence d'infrastructures adaptées et à la prolifération des dépôts sauvages, elle dispose désormais de son tout premier site de décharge. Ce projet a pu voir le jour grâce à la contribution du préfet de Djando, Ali Yssoufou Mguereza, connu sous le

pseudonyme de « Phylo », qui a mis à disposition le terrain. La cérémonie officielle de remise s'est tenue le samedi 28 mars à Bonovo, en présence des autorités insulaires, des représentants de l'Agence nationale de gestion des déchets ainsi que du

ministre de l'Environnement et celui de l'urbanisme.

Prenant la parole, le ministre de l'Environnement, Abubakar Ben Mahmoud, a souligné l'importance de cette réalisation dans un contexte où la gestion des déchets demeure

un défi majeur aux Comores, particulièrement à Mwali. « Jusqu'à aujourd'hui, l'île ne disposait d'aucun site de décharge. C'est une avancée considérable », a-t-il déclaré, saluant l'initiative du préfet. Le ministre a également annoncé l'acquisition prochaine d'un camion compacteur, prévue dès ce mois d'avril, afin d'assurer la collecte des déchets dans la région du Grand Fomboni, allant de la commune de Moimbassa à celle de Djando. Par ailleurs, une étude d'impact environnemental et social a déjà été réalisée, accompagnée d'un plan de gestion qui sera progressivement mis en œuvre.

L'objectif est clair : mettre fin aux dépôts anarchiques, préserver les écosystèmes et instaurer une gestion durable des déchets. Les autorités insistent également sur la néces-

sité d'impliquer les populations, notamment à travers le tri à la source et la mise en place de plans de collecte dans chaque commune. Cette initiative revêt une importance particulière pour Mwali, classée réserve de biosphère par l'UNESCO. La préservation de son environnement est un enjeu crucial pour le développement de l'écotourisme, secteur porteur pour l'île. Au nom des maires de Mohéli, le maire de Fomboni, Takidine Mahamoud, a exprimé sa reconnaissance et pris l'engagement de mobiliser les populations afin d'assurer le succès de ce projet. Un appel à la responsabilité collective, pour que cette avancée se traduise durablement sur le terrain.

Riwad

## PÈRE UN JOUR, PÈRE TOUJOURS

## La répudiation ne met pas fin aux responsabilités

*À Mohéli, le Service d'écoute tire la sonnette d'alarme face à une hausse inquiétante des enfants abandonnés après la répudiation de leur mère. Derrière des pratiques encore ancrées, les autorités rappellent une vérité essentielle : un père ne peut se soustraire à ses obligations, quelles que soient les circonstances conjugales.*

À Mohéli, le phénomène d'abandon des enfants par leurs parents, notamment les

pères, prend une ampleur préoccupante. Selon Madame Zaharati Mmadi, responsable du Service d'écoute de l'île, ces situations sont aujourd'hui plus fréquentes que les cas de violences conjugales. « Au-delà des conflits entre époux, ce sont surtout les enfants qui paient le prix fort », explique-t-elle. En cause, une croyance persistante selon laquelle la répudiation de la femme exonérerait le père de toute responsabilité envers ses enfants. Une idée que les services sociaux s'efforcent de déconstruire.

Face à ces cas, les agents du Service d'écoute convoquent systématiquement les pères concernés. « Nous leur expliquons que l'avenir des enfants dépend aussi d'eux. L'éducation, la santé, l'habillement et la prise en charge globale restent de leur devoir », insiste Mme Mmadi. Dans la plupart des situations, un délai de deux à trois semaines est accordé pour observer un changement de comportement, avec des résultats souvent positifs. Cependant, certains hommes persistent dans leur refus. « Il y a ceux qui affirment avoir répudié à la fois la femme et les enfants. D'autres, par colère après le remariage de leur ex-épouse, reportent leur frustration sur les enfants », déplore-t-elle.

Dans ces cas, les dossiers sont transmis à la justice. Selon la situation matrimoniale, ils sont orientés vers le juge des enfants ou le cad.

Lorsque le père dispose de revenus, un huissier assure le suivi afin de garantir le respect des obligations parentales. À défaut, des mesures coercitives peuvent être prises, allant jusqu'à l'incarcération pour les plus récalcitrants. Autre dérive constatée : certains pères acceptent de prendre en charge leurs enfants à condition d'exclure totalement la mère de leur vie. Une exigence jugée inacceptable par les autorités. « Après neuf mois de grossesse et les sacrifices de l'accouchement, une mère ne peut être effacée », rappelle fermement la

responsable.

Enfin, la question du nouveau conjoint est également soulevée. Si celui-ci s'engage dans une relation avec une femme ayant déjà des enfants, il partage, dans une certaine mesure, la responsabilité de leur bien-être, notamment en matière de nutrition. Pour les acteurs sociaux de Mohéli, le message est clair : la séparation d'un couple ne doit jamais devenir une rupture des devoirs parentaux. Car au-delà des différends des adultes, ce sont les droits fondamentaux des enfants qui sont en jeu.

Riwad



Zaharati Mmadi, responsable du Service d'écoute

## AVIS D'APPEL D'OFFRE

1) Dans le cadre de son progla firme d'investissement de l'année 2025, Exim Bank Comores-SA sollicite des offres fermées de la part de fournisseurs éligibles, répondant aux qualifications requises pour l'acquisition de matériels informatiques.

Cet appel d'offres est divisé en deux lots :

- Lot n°1 : Ordinateurs portables
- Lot no2 : Imprimantes

2) Les candidats désireux de soumissionner ir cet appel d'offre peuvent obtenir le dossier d'appel d'offre au secrétariat d'Exim Bank Moroni, au niveau des agences d'Anjouan et Mohéli

3) Les dossiers de candidatures doivent parvenir au secrétariat d'Exim Bank sis à la place de France Moroni au plus tard le 0710312026 à 14h00, accompagnés d'une garantie de soumission ou un chèque certifié équivalent de cinq pour cent (05%) de la valeur de l'offre. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui assisteront présents et ce le 0710312026 à 14h30, au siège d'Exim Bank Moroni sis à la place de France.

## FOOTBALL, CHAMPIONNAT :

## FC Hantsindzi dans le noir, USZ grignote un point

La dernière journée du championnat de l'élite, n'aura finalement pas changé grand-chose par rapport aux rencontres de la douzième journée, qui avait vu Atomic Ngome de Ntsudjini prendre la large devant Union Sportive de Zilimadju. Sur cette dernière journée, qui s'est jouée samedi dernier, FC Hantsindzi a montré encore une fois ses limites en concédant une nouvelle défaite dans la capitale du Hamahamet, contre Union Sportive de Mbeni.

L'Union Sportive de Zilimadju a raté l'occasion de revenir à un point du leader du championnat. En déplacement à Shezani ya Mbwanku, le champion des Comores en titre, n'a pu faire mieux que le partage des points (1-1), contre Amical Club, qui ne s'en sort pas surtout dans la

perspective du maintien à la fin de la saison. Pour le club de Shezani, chaque point vaudra son pesant d'or, quand l'heure des comptes adviendra. De son côté, USZ, peut s'en mordre le doigt d'avoir raté une occasion de se rapprocher un peu plus du leader. Cela dit, le point du match nul n'est pas si mauvais que ça pour le club de la capitale. Ce point lui permet de garder une marge respectable de quatre points, mais ne reste pas pour autant maître de son destin, même si les deux formations sont appelées à se rencontrer lors des prochaines journées. Même si USZ, gagnait la rencontre, le point de différence peut peser sur la balance lors du décompte finale.

L'autre enseignement majeur concerne FC Hantsindzi. En déplacement à Mbeni, le club de Hantsindzi s'est incliné (3-2), et stagne à l'avant dernière place du

championnat. Avec cette défaite, FC Hantsindzi, rejoint son bourreau du jour, et Étoile des Comores comme étant les seuls clubs ayant concédé 9 défaites depuis le début du championnat. Une bien piètre prestation, quand on sait que même le dernier au classement n'a pas atteint cette barre. Seule satisfaction, s'il en est, ses concurrents directs n'y arrivent pas non plus à se détacher de lui au classement. Entre Angelus Club 7e au classement avec 17 points et donc FC Hantsindzi 11e (14 points), c'est seulement trois points qui les séparent.

Si la 12e journée fut bénéfique pour Atomic Ngome, la 15e le fut un peu moins. En visite au stade Zikumbini d'Ikoni, le leader a été tenu en échec (1-1). Après avoir ouvert la marque en première période, le club de Ntsudjini s'est fait rattraper en deuxième mi-temps et rate



l'occasion de tuer définitivement la concurrence, d'autant plus que Volcan Club revient sans faire du bruit. Sur ses terres de Moroni, le club d'Irungudjani, a signé sa neuvième victoire de la saison contre Étoile des Comores (2-1). Avec ces

trois points, Volcan pointe désormais à la deuxième place du championnat avec 30 points, soit trois de moins qu'Atomic Ngome.

Imtiyaz

## CULTURE :

## Les CLAC des Comores lancent leur premier métrage

Les CLAC des Comores ont organisé leur premier "métrage" du 27 au 31 mars, un événement ouvert à tous pour promouvoir la création cinématographique locale et encourager les jeunes réalisateurs. Sous la tutelle de Ryadhuidine Idrisse allias sans blagues, coordinateur national des CLAC en Union des Comores, l'événement s'est déroulé dans une ambiance festive et éducative.

L'ensemble des CLAC des Comores a organisé comme les autres CLAC du monde entier, le "métrage", un événement international qui se fête chaque année dans toutes les CLAC du monde, consistant à produire et à présenter des courts-métrages de qualité, généralement réalisés par de jeunes réalisateurs. C'est la première fois que les CLAC des Comores prennent l'initiative de suivre cette activité, marquant ainsi leur engagement à promouvoir la création cinématographique locale.

Le "métrage" qui a débuté le 27 mars dernier et prendra fin demain, 31 mars 2026, est ouvert à tous : grands, petits, adultes sont invités à suivre et à visionner ensemble ces œuvres cinématographiques. C'est une occasion unique de partager des moments de plaisir et de découverte en famille ou entre amis.

Dans sa déclaration, le coordinateur national des CLAC des Comores Ryadhuidine Idrisse a déclaré que le but de l'événement est de promouvoir la création cinématographique, notamment auprès des jeunes réalisateurs, et de leur offrir une plateforme pour présenter leurs œuvres. Les CLAC des Comores visent également à créer un réseau de professionnels et de passionnés du cinéma, et promouvoir la culture et l'art au sein de la communauté. « Avec cet événement, les CLAC des Comores souhaitent contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération de cinéastes comoriens et à la promotion de la culture comorienne à tra-

vers le monde », a-t-il précisé.

Il a également expliqué que les objectifs de cet événement sont multiples à savoir : Encourager les jeunes réalisateurs à créer des courts-métrages de qualité, de promouvoir la diversité culturelle et artistique. D'offrir une vitrine aux

talents émergents du cinéma, de favoriser les échanges entre les professionnels du cinéma et les jeunes réalisateurs. Et enfin de sensibiliser le public à la création cinématographique et à l'art du court-métrage. « Les CLAC des Comores ont célébré cet événement du 27 au 31 mars

dans un partage d'expérience, d'éducatif et de générosité de monde : Enfants, adultes, hommes et femmes de différentes fonctions, dans une ambiance conviviale et éducative » a-t-il renchéri.

El-Aniou Fatima



RYADHUIDINE IDRISSE, Coordinateur national des Clac en Union des Comores



## Union des Comores

Unité-Solidarité-Développement



---

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

---

UNITE DE GESTION DU PROGRAMME

---

« PACTE VERT ET BLEU - COMORES ULANGA NE MAESHA (PVB-CUM) »

N° NDICI-AFRICA ACT-61259 - N° JAD.1051100

Devis-Programme pluriannuel N° 2024/457- 548

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Union Européenne pour un **montant de 20,4 millions d'euros** pour financer le coût du Programme « **Pacte Vert et Bleu - Comores Ulanga ne Maecha CUM** » d'une durée de cinq (5) ans afin de contribuer à adresser des problématiques environnementales et alimentaires clés en prenant en compte les spécialités territoriales et environnementales des îles de l'Union des Comores.

Le Ministère de l'Environnement en charges du tourisme à travers l'Unité de Gestion du Programme PVB a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements autorisés au titre des contrats suivants :

- **Recrutement d'un(e) Expert (e) en Développement Communautaire**

Les intéressés peuvent retirer les termes de référence à l'Unité de Gestion du Programme PVB sis à la Direction Générale de la Sécurité Civile (ancien bâtiment) ou s'adresser par mail à [secretariat.pvb@comores-europe.org](mailto:secretariat.pvb@comores-europe.org) copie à

[ramadhoine.raffioukassime@comores-europe.org](mailto:ramadhoine.raffioukassime@comores-europe.org) pour les obtenir.

Composition des dossiers de candidature :

- \* Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- \* Lettre de motivation
- \* Photocopies certifiées des diplômes et des attestations
- \* Certificats ou attestation de travail
- \* Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

Les dossiers de candidature sont à déposer au Secrétariat du Programme Pacte Vert et Bleu sous plis fermé et à adresser à :

Monsieur le Directeur National – Régisseur de l'Unité de Gestion du Programme Pacte Vert et Bleu – « Comores Ulanga ne Maecha – CUM » avec la mention « **POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) EXPERT (E) EN DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE** »

**LA DAT LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES EST LE MERCREDI 08 AVRIL 2026 à 12h00mn.**

## SOIRÉE SPÉCIALE 8 MARS ET FRANCOPHONIE :

## Une ode aux femmes et à la langue française

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes et du mois de la Francophonie, l'Alliance française a accueilli, le samedi 28 mars dernier, une soirée culturelle d'exception placée sous le thème : « Célébrons les droits des femmes et la langue française ».

Dans une salle comble, réunissant femmes, hommes et enfants, l'ambiance était à la fois festive, engagée et chargée d'émotion. La soirée s'est ouverte avec le groupe Mawatwaniya Soifa, qui a offert une prestation de Tari musicale chaleureuse, rapidement saluée par un public conquis. « On sent une vraie énergie, ça fait du bien de voir autant de talents réunis », confie une spectatrice, visiblement touchée. Le public a ensuite été émerveillé par la prestation de Naila S, entourée d'enfants, qui ont présenté une danse inspirée des jeux d'enfance, notamment le santamina. Une chorégraphie mêlant nostalgie et joie, qui a suscité de vifs applaudissements. « C'est magnifique de transmettre notre culture aux enfants de cette



manière », a réagi un spectateur. Très émue, l'artiste a déclaré : « Voir les enfants danser avec autant de passion, c'est une grande fierté pour moi. C'est aussi une manière de préserver notre identité culturelle. »

La scène s'est ensuite transformée en espace d'expression engagée avec la slameuse Zamzam. Son texte intitulé « Je suis une femme et sortir me traumatise » a

plongé la salle dans un silence profond. « C'est puissant, c'est la réalité de beaucoup de femmes », murmure une voix dans l'assistance. Au cours de la soirée, les résultats des concours ont été proclamés, mettant en lumière le talent et la maîtrise de la langue française des participants. Dans la catégorie dictée, une gagnante s'est distinguée chez les adultes. Chez les adolescents, Nour Fatma Ada a

obtenu la troisième place, suivie d'Ahamada Himidi Moina Fatima en deuxième position, tandis que Said Ismaël Emna a remporté la première place. Dans la catégorie des enfants, Ali Abdou Yousra s'est classée troisième, Moina Halima Binti Hazaly deuxième, et la première place est revenue à une brillante lauréate. La directrice de l'Alliance française, Anaïs Bonnet-Bonamino, a d'ailleurs souligné : « Le hasard a voulu que ce soient uniquement des femmes qui remportent ces prix, et c'est un très beau symbole. »

Le concours d'éloquence, qui a réuni 21 participants, a également captivé le public. À l'issue de la phase éliminatoire, sept finalistes ont été retenues : Hassane Soltana Emna Alfeine, Abdou Amna, Rasmata Ahamada Bedja, Youzda Ibrahim Mkapvapvo, Fania Said Abderemane, Halima Hadji Abdou et Rahmata Ali, issues respectivement de La Maison des enfants, de l'École privée le Gymnase, de l'École Plbn Cakhdhum, du Groupe scolaire Lumière et de Madrassat-Nour. Toutes ont démontré une grande aisance et une remarquable qualité d'expression. « Le niveau

était particulièrement élevé, le choix n'a pas été facile », a confié le membre du jury Fouad Salim. À l'issue de la finale, Abdou Amna a été sacrée gagnante, saluée pour la force et la clarté de son discours.

La soirée s'est achevée sur une note poignante avec la pièce de théâtre portée par Sitty Thourayat, intitulée l'histoire de Moon. À travers cette œuvre engagée, l'artiste a abordé les violences basées sur le genre, mettant en lumière le silence et les pressions sociales qui entourent les victimes de viol. « C'est dur, mais c'est nécessaire d'en parler », a confié une spectatrice émue. La pièce dénonce notamment le réflexe de certaines familles de dissimuler les faits et de réduire les victimes au silence, un message qui a profondément marqué l'assistance. Entre performances artistiques, concours intellectuels et messages engagés, cette soirée a brillamment su allier culture et réflexion. Elle restera comme un moment fort de célébration des droits des femmes et de la richesse de la langue française.

Mohamed Ali Nasra



## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)

Date: 16 Mars 2026e

Avis d'Appel d'Offres No: 2026/003/AON/Loc-Véh/INSEED-STATCAP-KM

Le Gouvernement de l'Union des Comores à travers le Ministère des Finances, du Budget et du secteur Bancaire a obtenu un financement auprès de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SATATCAP-KM).

Dans ce cadre, une partie de ce financement sera utilisée pour le paiement des prestations relatives au marché de « Location de véhicules destinés aux activités de sensibilisation, de supervision et d'appui aux agents de collecte sur le terrain », dans le cadre de la réalisation des différentes enquêtes menées par l'INSEED.

Par le présent avis, le Projet SATATCAP-KM invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leurs offres pour la location de véhicules destinés aux activités d'enquêtes et de missions de terrain. Ce marché est réparti en trois (03) lots :

- Lot 1 : Location de véhicules à Ngazidja
- Lot 2 : Location de véhicules à Anjouan
- Lot 3 : Location de véhicules à Mohéli

Les prestations sont prévues pour une durée estimative de deux (02) ans afin d'accompagner les différentes activités d'enquêtes menées par l'INSEED. Toutefois, les missions de terrain ne seront pas continues. Les véhicules seront mobilisés en fonction des besoins et du calendrier des activités.

Les véhicules proposés devront être en bonne état de fonctionnement et climatisés. Les chauffeurs ainsi que le carburant seront à la charge de l'entreprise.

Les soumissionnaires devront présenter leurs offres sur la base de prix unitaires par jour de location. Le paiement sera effectué uniquement pour les jours de location effectivement utilisés, sur la base des prix unitaires proposés dans l'offre financière.

La participation à cet appel d'offres est ouverte aux entreprises ou agences nationales de location de véhicules légalement constituées, disposant d'une expérience avérée dans le domaine notamment dans l'appui aux enquêtes de terrain. Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) détaillé peut être obtenu à l'adresse email indiquée ci-dessous. Les offres doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 avril 2026 à 14h 30. L'ouverture des plis aura lieu le 15 avril 2026 à 14h 35, en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

A l'attention de :  
Monsieur le coordinateur du projet STATCAP-KM  
Adresse: Moroni-Union des Comores  
Bâtiment de l'INSEED en face de l'Ambassade de France

Tél : 00269 365 53 04

Email : [recrutement.statcap@gmail.com](mailto:recrutement.statcap@gmail.com); [cc.mialmahayati90@gmail.com](mailto:cc.mialmahayati90@gmail.com)